

le contrôle social (suite au n° 21)

“NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTE SURVEILLEE”



Les sociétés occidentales sont confrontées à une crise économique qui est loin de se terminer. Dernièrement, un institut de recherche américain prévoyait qu'en 1978 la crise serait aux U.S.A. (puis en Europe) plus forte que ce que nous avons connu jusqu'à présent.

Pour tenir en laisse des populations contraintes à subir la récession, les sociétés occidentales leur imposent de plus en plus un contrôle social qui fait largement appel à la Police, à l'Armée et aux institutions sociales.

En France et en Italie, contrairement à l'Allemagne et aux U.S.A., les choses se compliquent par un affrontement droite-gauche qui met en péril à plus ou moins brève échéance les pouvoirs capitalistes en place.

C'est pourquoi, M. Giscard-d'Estaing, au cours de son allocution télévisée du mois de mars 1976, a souhaité pour la France une évolution à l'"allemande". En Allemagne, les syndicats ouvriers sont bien sages : ils ne revendiquent guère et collaborent avec le Patronat et l'Etat. Ils acceptent un fort taux de chômage pour juguler l'inflation. Le chancelier allemand, dans une interview à T.F. 1 le 3 juillet 1976 a confirmé que le point faible de la France résidait dans son syndicalisme divisé et revendicatif.

Ainsi tout est fait par le pouvoir giscardien pour neutraliser le syndicalisme de lutte de classes et pour promouvoir celui de collaboration.

Passons sur le fait que le capitalisme allemand moins conservateur que son homologue français a su depuis longtemps contenir la classe ouvrière par des réformes non négligeables (assurances sociales sous Bismarck, conseils d'entreprises dès 1920...).

L'important est de savoir ce qu'a donné la politique de collaboration de classes en Allemagne.



Le "Liberal-Sozialismus" :

On a beaucoup parlé ces derniers temps du Berufsverbot (interdiction professionnelle). Mais cette procédure n'est pas récente et date du 28 janvier 1972, à la suite d'une déclaration des Ministres présidents des Länder et du chancelier fédéral : elle a pour but de réglementer l'emploi des "extrémistes" dans la fonction publique.

Ainsi, 2.000 candidats (1) ont déjà été refusés, suspectés d'appartenir à une organisation d'extrême-gauche. Cette répression a laissé tout le monde indifférent jusqu'au jour où même des membres du parti "officiel" S.P.D. (social-démocrate) ont été touchés par cette discrimination.

Les enquêtes policières effectuées dans le cadre du Berufsverbot ont porté, en deux ans, sur un demi-

million de fonctionnaires ou de candidats à la fonction publique. Les renseignements généraux possédaient déjà cinq mille dossiers ; pour ces gens-là, il a fallu subir des interrogatoires policiers sur les faits, écrits, déclarations contrôlées, les écrits interprétés. La participation à une manifestation, la signature d'une pétition ou la distribution d'un tract sont souvent des raisons suffisantes pour être refusé (2). Amnesty International s'est plaint que les Allemands n'osent même plus signer de pétitions en faveur des prisonniers en U.R.S.S. ! Il faut respecter "l'ordre constitutionnel libre et démocratique" (en abrégé F.D.G.O.).

La Police a tous les droits : elle perquisitionne, fouille, arrête sous prétexte de risque de prise d'otage. Les entreprises n'hésitent plus à licencier "les ennemis de la constitution". Daniel Vernet note la similitude frappante entre les termes de la décision du 28 janvier 1972 et ceux des décrets sur les fonctionnaires promulgués par Hitler en 1933 : dans les deux cas, le fonctionnaire doit "s'engager à tout moment" pour "l'Etat national" (1933), pour "l'ordre démocratique et libéral" (1972).

Il faut bien voir que cette pratique du contrôle social (qui fait largement appel à la dénonciation anonyme) est une nécessité pour la croissance du capitalisme allemand et le S.P.D. au pouvoir n'est qu'un alibi favorisant, après tout, ce développement de la "société libérale avancée".

Comment le livre de l'écrivain et philosophe allemand Heinrich Böll "L'honneur perdu de Katharina Blum" et le film de Schlöndorff du même titre, le Monde Diplomatique écrit : "du national-socialisme au libéral-socialisme, ce qui est tombé c'est le baroque, le cérémonial, l'enveloppement symbolique trop voyant : ce qui demeure c'est la méga-machine d'Etat plus organisée encore et plus perverse parce que banalisée".

● Des centres de jeunes autogérés, des Jugendzentrum, accueillent les jeunes des quartiers : ils sont subventionnés par l'Etat. La Police les tolère tant qu'ils ont pour effet de sortir les jeunes de la rue. Mais à la moindre incartade, les centres sont perquisitionnés et fermés.

● L'affaire Baader-Meinhoff a fait connaître au monde entier les conditions réservées par l'Allemagne à ses prisonniers. Ces conditions sont atroces : cellule sans ouverture, "atmosphère aseptisée, ce blanc éclatant, cette luminosité froide" (M^o J.J. de Felice in Libération du 10 mai 1976). Tout est fait pour que le prisonnier devienne fou. Cet univers kafkaïen a déjà conduit à la mort Holger Meins le 9 novembre 1974 (après deux mois de grève de la faim) et Ulrike Meinhoff le 9 mai 1976 (suicidée selon la version officielle, assassinée, voire même violée, selon une autre version).

Cette politique carcérale, révélée au grand jour, est un

point noir qu'il faut camoufler : le 18 avril 1976, T.F. 1 présentait un reportage sur les prisons allemandes. Les gardiens se font appeler "Monsieur", les chambres (cellules) sont agrémentées et décorées selon les goûts des occupants (prisonniers). Le reportage se terminait sans complexe sur le cas d'un prisonnier, récidiviste d'attentats sexuels sur de jeunes enfants, ayant subi une ablation d'une partie du cerveau (lobectomie) : "Maintenant, il est calme".

- Les entreprises capitalistes allemandes et 824 organismes privés de vigilance (contre 200 en France) employaient en 1975, 107 000 gardiens chargés de maintenir l'ordre et la sécurité, de contrôler les visiteurs et d'éviter l'espionnage dans les entreprises (3).

- Une loi fédérale du 1^{er} avril 1974 a adaptée l'aide sociale au contexte économique actuel : "l'accent est mis davantage sur l'intégration dans la collectivité de certains groupes sociaux marginaux qui ne peuvent résoudre leurs difficultés sans l'aide de la société elle-même". (4)

Non seulement "les personnes en danger" sont aidées mais aussi celles "pour qui la participation à la vie de la communauté est entravée par des difficultés sociales particulières". L'Allemagne prospère se découvre des chômeurs, des exclus et entreprend de leur venir en aide : elle double ses dépenses d'aide sociale en quatre ans pour atteindre en 1973 5,6 milliards de D.M. ainsi l'Allemagne arrive en tête de tous les pays d'Europe en matière de protection sociale globale. Un million d'Allemands dont 50 % de moins de 20 ans sont sans logement (5).



Law and Order ! (loi et ordre !)

- Claude Julien a décrit de façon magistrale la distorsion qui s'est établie aux U.S.A. entre le rêve démocratique et la réalité historique (6). Il est inutile de s'attarder sur ce livre, il faudrait le recopier. Rappelons simplement que dans cette société policée, le F.B.I. en 25 ans a commis 238 cambriolages au siège de 14 groupes politiques. A Philadelphie, la police, présente partout, a même surveillé l'intérieur des w.c. d'une permanence politique. En 1975, l'attorney général a reconnu que le F.B.I. a tenu à jour des fiches sur la vie privée de 6,5 millions d'Américains.

Chantage des services du fisc, tentatives d'assassinat et vols de la C.I.A., corruption dans les affaires, corruption politique, telles sont les méthodes courantes aux U.S.A. défenseurs attitrés de la Liberté. Pour l'acculer au suicide et l'empêcher de recevoir le prix Nobel de la Paix, la C.I.A. avait installé des micros chez le leader noir Martin Luther King et lui adressait des lettres anonymes. (7)

Le rouleau compresseur de la Liberté, sous les traits des forces de l'ordre, permettra en 1971, lors de la révolte de la prison d'Attica (65 % des détenus sont Noirs ou Portoricains), de faire 43 tués (dont 11 gardiens). Les revendications des 1 281 mutins sont alors satisfaites. Mais sur les 43 victimes, 42 ont été exécutées par les forces de l'ordre.

Pendant ce temps, les escrocs, les corrupteurs coulent des jours heureux : la police les protège, la justice leur préfère les délinquants en cols bleus.

- Cl. Julien, dans un article du Monde Diplomatique de mars 1976 cite un rapport publié en 1975 aux U.S.A. par un groupe d'industriels internationaux et intitulé "The Crisis of Democracy" ("la crise de la Démocratie"). Ce rapport répertorie très bien les nouveaux "dangers" : la démocratie devient ingouvernable. L'ennemi n'est pas extérieur : il réside chez ces intellectuels qui contestent la corruption et l'emprise de capitalisme de monopole. Les journalistes sont dangereux. Les Etats-Unis meurent aujourd'hui d'un excès de démocratie. Cl. Julien note avec ironie que le propagandiste de cette thèse, le Pr Huntington avait imaginé la stratégie de l'"urbanisation forcée" qui consistait au Viet-Nam à sillonner les campagnes pour contraindre les paysans à se réfugier dans les villes et ainsi permettre aux Américains d'exercer un meilleur "contrôle social" sur ces populations. L'effet fut que... la communisation du Viet-Nam s'amplifia !

- Prospérité ou pauvreté ?

La société avancée américaine a fait qu'aujourd'hui il y a plus de taudis dans les quartiers noirs qu'il y a 20 ans. La misère des Noirs s'étend. Ils ont été, comme lors de la crise de 1929, les premiers touchés par la récession. 50 % de la population adulte noire de Watts est au chômage.

"Les émeutes sont moins probables quand la situation est vraiment mauvaise ; ce sont les améliorations qui stimulent les appétits de violence" reconnaît tranquillement Gary Marx, sociologue du M.I.T. (cité par Cl. Julien). Le désespoir actuel des populations noires aux U.S.A. est tel que le jour où leur révolte prendra corps ce sera plus dramatique que lors des émeutes de 1965.

Les Indiens sont parqués, leur résistance à l'oppression américaine a été écrasée à Wounded Knee. Ils se sont par la suite organisés dans l'American Indian Movement : mais le F.B.I. et la C.I.A. les traquent, les dirigeants sont arrêtés. Trois chefs indiens sont actuellement menacés de la prison à vie pour avoir voulu défendre la dignité de leur peuple. (8)

Pendant que les oracles brandissent la prospérité comme symbole de la réussite de l'Amérique capitaliste, "12 % des Américains vivaient, en 1974, en-dessous du seuil de pauvreté fixé à 4 540 dollars de revenu annuel pour une famille de quatre personnes" (9) soit 9,3 millions d'Américains, dont 60 % dans les villes. Dans certaines régions isolées du Texas, le revenu moyen descend à 1 300 dollars/an. Dans le Sud de cet Etat, 43 % de la population vivent de l'assistance sociale. Dans le district de Columbia, 38 000 vieux sur 103 713 devraient bénéficier, compte tenu de leur misère, d'un repas par jour : en fait, 4,5 % seulement des personnes nécessiteuses sont prises en charge par l'administration chargée de l'assistance. Après les frais de logements, l'achat des tickets d'alimentation (les foods stamps vendus par l'assistance sociale), les déplacements, il reste selon A.M. Carron 200 F à un vieux pour vivre. Avec cette somme "dans une grande ville américaine, on ne vit pas, on survit". Or le nombre des vieux augmente, leur pauvreté aussi.

Le journaliste du Monde décrit des situations sociales dignes des "Raisins de la Colère". Mais depuis la grande dépression de 29, avec le New Deal, les U.S.A. ont accepté de venir en aide aux plus déshérités. Le Ministère de la Santé, de l'Education et de l'Assistance Sociale (H.E.W.) dispose d'un budget équivalent au tiers du budget américain. Onze millions de personnes sont secourues par l'aide aux familles avec enfants à charge, dix neuf millions perçoivent des tickets d'alimentation (un rapport du Sénat estime que 37 millions d'Américains devraient être bénéficiaires de cette aide). Quelle liberté pour ceux qui ont faim, pour ceux qui doivent faire l'aumône pour vivre ?

Cette aide aux pauvres est contraire aux principes du libéralisme économique. Nixon fut en tête de la croisade organisée contre l'Assistance sociale : les pauvres sont soumis à des vexations croissantes. On envisage un véritable fichage des assistés. Nixon puis, en 1975, le président Ford, ont réduit le budget de l'H.E.W. prétextant que les chômeurs devaient travailler... dans un système économique où le chômage est organisé comme moyen de juguler l'inflation.



Le libéralisme musclé de l'Etat giscardien

A l'instar de ses modèles américain et allemand, la France met en place, elle aussi, tout un arsenal de surveillance administrativo-policière.

Il faudrait citer intégralement l'article remarquable de Maurice T. Maschino paru dans le Monde Diplomatique d'avril 1976. Cette enquête sur les "Libertés menacées" en France est sous-titrée : "Quand une société assiste impuissante à la naissance d'un totalitarisme feutré, peut-être n'est-elle déjà plus libre..."

Le juge Patrice de Charette déclare à M.T. Maschino : "Il y a quelques mois des notes de services prescrivaient aux policiers d'interpeller systématiquement toute personne d'allure suspecte". Un registre spécial a été créé à cet effet dans les commissariats. M. Matarasso ajoute : "On est très loin des dispositions d'autrefois, quand l'autorité judiciaire était seule à décider de l'arrestation ; aujourd'hui la police peut arrêter n'importe qui, comme elle veut".

Un responsable de la C.F.D.T.-Police estime : "Si demain les fascistes prenaient le pouvoir, l'ensemble de la police basculerait de leur côté". Jean Chaunac, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de Police confirme : "On n'est pas à l'abri de la torture ; il y a des gens (de la Police) qui n'attendent que cela, des forces qui sont prêtes à agir, qui se moquent comme du quart et du cent du respect de la loi".

La Police fiche, arrête, écoute (le téléphone), enquête (sur la moralité). Pour justifier l'accroissement des effectifs policiers "on grossit au maximum un certain nombre d'actes, déclare le juge Colcombet. Les hold-up avec prise d'otages, les attaques de vieilles dames (mais pas les affaires financières, pas les affaires de pollution)".

On cherche à rendre la police populaire ("Merci aux gardiens de la Paix" du ministre Marcellin). Les journaux

régionaux étalent à longueur de colonne les nouvelles en provenance des commissariats : tout nouveau policier a droit à sa photo et à son curriculum vitae, toute mutation (ou départ en retraite) est largement commentée. Le Sapin de Noël ou le Bal annuel de la Police sont nouvelles occasions pour la presse locale complaisante de distiller ses louanges aux forces de police.

Cette double propagande sur les crimes odieux et sur une police "protectrice" fait que le citoyen réclame lui-même une police plus forte : "il ne se rend pas compte qu'il se ligote lui-même. Partisan de restreindre les libertés du voisin, il ne s'aperçoit pas que le voisin, c'est lui" (M^o Leclerc). L'affaire du métro en juillet 1976 illustre la manipulation de l'opinion par les mass-media en vue de justifier un renforcement des effectifs policiers (malgré la bavure tragi-comique des deux policiers "public et privé" qui s'entretuent).

Le drame est que cet accroissement rapide du pouvoir policier n'inquiète pas outre mesure les Français : "Ils semblent mûrs, si l'on peut dire, pour un régime autoritaire" écrit Maurice Maschino. La force persuasive des grands moyens d'information favorise cette passivité populaire. Le scandale des incarcérations de soldats et de militants syndicaux en décembre 1975 est un exemple inquiétant (10).

Le prince Poniatowski a innové dans la délation de masse : après avoir appelé tous les Français (et en particulier les services sociaux) à fournir à la Police tous renseignements concernant la disparition d'une fillette, il a proposé au mois d'août, sur la pointe des pieds, une prime de 20 000 F à celui qui pourrait fournir des précisions sur l'affaire Peiper. Il faut dire que quelques jours auparavant le même procédé utilisé par le journal de droite "Le Meilleur" avait permis l'arrestation d'un barbouze gaulliste responsable de l'assassinat d'un journaliste.

● Parallèlement aux fichiers policiers, et pouvant ultérieurement être connectés avec ces derniers, des fichiers administratifs de plus en plus nombreux se mettent en place et insèrent de ce fait les populations dans un quadrillage de plus en plus rigoureux : fichier de l'automobiliste (atteinte au Code de la Route), fichier Safari, fichier Audass et Gamin (11). Les sectorisations en tout genre ont été installées (service social, psychiatrie, police : îlotiers de plus en plus nombreux dans les cités HLM, "Bureau d'accueil des Jeunes" à Rouen constitué de policiers-éducateurs, etc.). Des psychologues "sectorisés" exercent dans les crèches : certains diagnostiquent des "possibilités d'évolution paranoïaque" sur des enfants de trois ans (12). Les employeurs, les administrations exigent ce fichage croissant.

La chasse aux militants syndicaux s'amplifie. Les vieux syndicalistes se souviennent qu'après la dernière guerre les patrons ne faisaient pas la pluie et le beau temps dans les boîtes. Aujourd'hui, il n'en est pas de même : la liste des militants licenciés s'allonge chaque jour, la répression anti-syndicale s'abat sans crainte des tribunaux ou des inspections du Travail, dont les décisions sont souvent bafouées par le Ministre des "Sans-Travail". Les inspections du travail sont surchargées et les procès-verbaux des inspecteurs sont régulièrement classés par les procureurs ou font l'objet d'une intervention de la

part du député-ami-du-patron.

Pour ne citer que deux exemples (voir par ailleurs les informations publiées par Champ Social sur la répression dans le secteur social) : une éducatrice de Clermont-Ferrand a été récemment signalée par le D.D.A.S.S. à tous ses collègues du territoire pour qu'ils lui interdisent toute embauche. Un éducateur de Vesoul est refusé à l'embauche par l'Association de Sauvegarde de l'Enfance à cause de ses activités syndicales : à noter qu'il s'est déjà vu rompre un contrat à Chambéry sur l'intervention directe du D.D.A.S.S. ... ancien D.D.A.S.S. de Vesoul !

Les listes rouges existent et elles circulent.

La Police, la Psychiatrie, le Social ne suffisent pas à encadrer les populations : il faut leur adjoindre les bénévoles, taillables et corvéables à merci, parfaits propagandistes d'une idéologie de la domination et du respect de l'injustice établie (13). Le pouvoir giscardien développe toute une phraséologie "solidariste" qui ne signifie rien d'autre qu'un appel à la collaboration de classes (solidarité patrons-ouvriers !). Signalons que le "solidarisme" (fusion des individus, des classes sociales et de l'Etat) est une caractéristique du fascisme selon les fascistes eux-mêmes (14).

Cependant, il convient de noter que le discours de M. Lenoir bat de l'aile : ses quelques interventions publiques actuelles ont fait tomber son masque progressiste : en février 1976, à Radio Monte-Carlo, après avoir attribué à Hitler la violence actuelle (celle des autres, pas celle de son gouvernement), il culpabilisait les familles par cette déclaration qu'il considère sans doute intelligente : "... je suis intimement persuadé qu'un nombre appréciable de débiles ne le seraient pas devenus s'ils avaient eu une autre mère, un autre père, d'autres amis, une autre famille, un autre environnement". (Va-t-on assister désormais à une vague d'enlèvements légaux d'enfants pour satisfaire les cogitations du Ministre ? Est-ce un hasard si ce dernier ne s'interroge pas sur une société qui produit des débiles mais se contente d'individualiser le problème ?).

Au mois d'août dernier, M. Lenoir n'a pas hésité à se ridiculiser en déclarant devant les Jeunes Giscardiens que l'action sociale ne peut être efficace dans un régime collectiviste car "pour faire de l'action sociale dans un régime, il faut une base économique sérieuse, et seule une société libérale peut permettre ce genre d'action". Ce qui n'est en effet pas faux, puisque si la société libérale française produisait moins de chômeurs, l'aide sociale ne serait pas obligée de les secourir. Mais il a ajouté ce qui nous ramène à notre propos sur le "solidarisme", qu'il souhaitait qu'"un nouveau partage des responsabilités s'établisse entre l'Etat, les collectivités locales, les communes et les individus, afin que l'action sociale ne soit totalement socialisée" (Le Monde du 18 août 1976).

Ce discours qui refuse toute socialisation de la politique sociale et qui met en liaison directe l'Etat et l'individu montre le bout de son nez et en dit long sur l'action anti-sociale dont rêve le ministre. Par une exploitation et une déformation des thèses d'Ivan Illich (anti-institutionnelles), M. Lenoir s'en prend à l'individu, responsable de tous les maux ; cette individualisation des pro-

blèmes sociaux est un moyen d'Etat d'isolet les individus, d'annihiler les groupes de défense et, de ce fait, d'augmenter les possibilités de contrôle social.

Après la Police et le Social, reste bien sûr l'Armée. Il a été beaucoup dit sur le rôle attribué à l'Armée pour contrôler "l'ennemi intérieur". Outre la publication de documents secrets à ce sujet, on se souvient des propos du général Beauvallet dans la Revue des "Forces Armées françaises" (janvier-février 1974) : ... "il faut bien envisager la participation des forces armées autres que la Gendarmerie à cette mission (de maintien de l'ordre)". Les incarcérations de soldats et de syndicalistes en décembre dernier avaient bien pour but de reprendre en main une armée susceptible d'intervenir un jour ou l'autre contre le peuple français.

Une étude d'un bulletin ronéoté d'une Association Départementale de Protection Civile (siège : Préfecture) intitulée "Défense Civile" (1972) décrivait sans complexe le rôle de l'Armée en cas de crise (grève, nouveau mai 68...) devant l'incapacité du gouvernement civil. Tout d'abord, il s'agit de remplacer les grévistes, ensuite de maintenir l'ordre :

"En période calme, où le maintien de l'ordre a pour seul objet de prévenir les troubles, les mesures prises ont le plus souvent un caractère dissuasif. Elles consistent essentiellement à montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir. Déplacements de troupes, défilés, manœuvres, survols de certains points, escales de bâtiments de guerre, sont autant de manifestations de l'existence et de la présence de l'armée. Quelque soit leur caractère courant, elles n'en contribuent pas moins à l'incitation au calme et à la sagesse. Ce concours indirect intervient sur simple demande de l'autorité civile, normalement responsable du maintien de l'ordre."

On ne peut être plus clair. Dans toutes les régions, la presse locale coopère à cette propagande en consacrant chroniques et photos à la présence militaire. Il n'est pas rare que l'Est-Républicain, par exemple, comporte 4 ou 5 articles complaisants à l'occasion d'un défilé militaire, d'une prise d'armes dont la seule signification, jamais avouée, est indiquée ci-dessus.

Ce qui est rassurant c'est que le bulletin (inédit) poursuit : "le recours à la force pour disperser les attroupelements n'implique pas d'ailleurs nécessairement l'usage des armes. Il est fait appel le plus souvent à de simples manœuvres de refoulement ou de traversée de la foule". Mais... "si l'usage des armes vient à s'avérer nécessaire, des précautions particulières doivent être prises au préalable : deux sommations doivent être faites par une autorité civile assermentée. C'est donc seulement dans l'hypothèse de violence exercée contre elles et rendant impossible l'accomplissement de leurs missions que les forces armées sont autorisées à ouvrir le feu sans respecter la procédure lourde dont le caractère volontairement formaliste n'a pas besoin d'être souligné". Ce cynisme fait froid dans le dos. Et le rédacteur insiste sur la quasi-autonomie de l'Armée par rapport au pouvoir civil. Un troisième volet du document révèle que depuis 1969 un secours médical routier (militaire) a été mis en place et que sur les routes à grande circulation sont "stationnés dans des tentes portant la croix rouge, des

militaires de tous grades appartenant au Service de Santé des Armées" (bien que l'intervention de l'Armée dans la Protection Civile devrait, de par la loi, être "secondaire et temporaire"!) (15).

La liberté n'est pas octroyée par ceux qui gouvernent. La liberté a toujours été arrachée par les peuples en lutte. Mais cette liberté est plus facile à défendre pendant les périodes de croissance économique. La crise de 1929 a fait naître le nazisme en Allemagne et a consolidé le fascisme en Italie. Les ligues d'extrême-droite ont pullulé en France. Les U.S.A. ont échappé de justesse à un régime dictatorial prôné par les admirateurs de Mussolini, face à un peuple révolté par la misère.

Aujourd'hui, s'il n'y a pas de Goulag en France, nous ne le devons pas à MM. Poniatowski, Giscard ou Chirac. Leurs propos, leurs actions révèlent assez bien que si les moyens leur étaient donnés ils sauraient réduire à une peau de chagrin cette liberté qu'ils agitent.

Non, si la France n'est pas un état totalitaire, c'est aux forces progressistes que nous le devons.

En 1945, la classe ouvrière après avoir lutté contre l'envahisseur et les collaborateurs de Vichy se retrouvait en position de force face à une bourgeoisie honteuse et affaiblie. La fin de la période coloniale permet à des gouvernements dits de gauche de se discréditer, juste assez pour que le général de Gaulle, représentant de la bourgeoisie nationale, puisse venir prendre le relais. Son règne de 11 ans consolide les bases du capitalisme français. M. Pompidou sera la transition avec le "libéralisme" giscardien qui représente principalement les intérêts du capitalisme international. Mais en France, le capitalisme est composite : l'accroissement de la concentration industrielle provoque une marginalisation des classes moyennes. Ces classes aigries peuvent basculer à droite (cas de l'Allemagne nazie) ou à gauche (situation actuelle en France et en Italie). Il appartient donc à l'Etat dit "libéral avancé" de proposer une alternative. Il en est incapable. Le discours n'y peut rien, alors le régime se durcit. Il réprime de plus en plus durement les révoltes ouvrières et paysannes qui, elles, sont de plus en plus nombreuses. Il expulse les immigrés, il contrôle, punit les populations qui ne se plient pas au moule imposé. Il condamne une partie du peuple à l'aumône, à la soumission, au mépris. Dans une société de plus en plus inégalitaire (16), il attribue à l'action sociale une fonction d'assistance, de dépendance et de surveillance.

... "déjà on rêve à haute voix d'une démocratie plus musclée assurant l'ordre par des "moyens de contrôle social" assez sophistiqués pour que nul n'ait "besoin" de recourir à des procédés plus barbares" (17).

Yves FAUCOUP

(1) Selon Félix Germain "L'Allemagne de Katharina Blum" in Libération du 5 avril 1976.

(2) Daniel Vernet "L'ordre qui règne en Allemagne Fédérale : démocratie et limitation des droits fondamentaux. Des moyens efficaces pour assurer le calme et le conformisme" in Le Monde Diplomatique, avril 1976.

(3) In "Europa-Le Monde" du 4 mai 1976.

(4) "Exposé social de la C.E.E. en 1974", mars 1975.

(5) Bernard Lory "La Politique d'action sociale" 1975.

(6) Claude Julien "Le Rêve et l'Histoire". Deux siècles d'Amérique.

(7) Nina Sutton in Le Monde Diplomatique de juin 1976.

(8) Voir Libération du 24 février 1976.

(9) Alain-Marie Carron "Pauvres aux Etats-Unis", Le Monde des 17, 18 et 19 mars 1976.

(10) Voir, sur ce sujet, Yves Faucoup "Taut-il s'habituer ?" Correspondance, Le Monde du 20 janvier 1976.

(11) Voir l'étude réalisée par l'U.R.C.F.D.T. de Paris : "G.A.M.I.N. ... à risques".

(12) Jacques Hassoun dans l'enquête citée de Maurice Maschino.

(13) Voir article sur le "Lénoirisme" in Champ Social n° 16.

(14) "Principes de l'action fasciste" par le Centre de documentation politique et universitaire (extrême-droite).

(15) Sur ce thème du rôle de l'Armée dans l'encadrement des populations, dans le contrôle social et la délation de masse, voir "L'insécurité du territoire" de Paul Virilio et entretien de l'auteur avec Politique-Hebdo (19 février 1976) ; voir également "La science et le militaire" de Georges Menahem.

(16) "La France, médaille d'or de l'inégalité" par Gilbert Mathieu dans Le Monde du 20 août 1976 : 20 % des ménages français perçoivent 46 % du total des revenus, et 20 % autres, 4 % seulement : pire que l'Espagne !

(17) Claude Julien, op. cit.



UNE COMMUNICATION IMPORTANTE

DU BON DIEU :

